

COP26 : pour les Balkans, encore un long et difficile chemin vert

[Courrier des Balkans](#) | De nos correspondant.e.s à Athènes, Belgrade, Bucarest, Podgorica, Sarajevo et Sofia | samedi 30 octobre 2021

Où en sont les Balkans, à la veille de la COP26 de Glasgow ? Ont-ils tenus leurs engagements de 2015 ? Il y a ceux qui ont fait des progrès, comme la Grèce ou le Monténégro, et ceux qui préfèrent pester contre le « djihad du pacte vert », comme la Serbie de Vučić, et relancent la filière charbon... En Bulgarie, les lobbies oligarchiques freinent la transition. Tour d’horizon.

Par Florentin Cassonnet, Milica Čubrilo Filipović, Alexandre Levy, Jasna Tatar-Anđelić, Marina Rafenberg et Marion Roussey

Cet article est publié avec le soutien de la [Fondation Heinrich Böll Paris](#).



Le Complexe énergétique d’Olténie, en Roumanie.

© *bizmagazin.ro*

Bosnie-Herzégovine : le charbon ou les barrages ?

La Bosnie-Herzégovine a ratifié l’accord de Paris le 16 mars 2017, soit dix ans après avoir ratifié le protocole de Kyoto. Depuis, elle a présenté deux séries d’engagements au niveau national. En avril dernier, elle a relevé ses ambitions d’un cran en annonçant son intention de réduire ses émissions de gaz

à effet de serre de 33,2 % d'ici à 2030 et de près de 66 % d'ici à 2050, par rapport aux niveaux de 1990. Le gouvernement s'est notamment engagé à poursuivre la décarbonisation de son industrie, avec 8,7 milliards d'euros injectés dans le secteur de l'électricité.

Objectifs : soutenir la construction [de centaines de mini-centrales hydroélectriques](#), au grand dam des associations de protection de l'environnement qui mettent en garde contre la destruction des rivières pour un résultat presque insignifiant. « Si toutes les petites centrales hydroélectriques étaient opérationnelles, le taux d'électricité qu'elles pourraient produire ne dépasserait pas 3,8 % du mix énergétique du pays, contre près de 15% pour une seule centrale à charbon », notait en février Viktor Bijelić, du Centre pour l'environnement.

Les énergies fossiles ne sont pas abandonnées pour autant. En juillet, un accord entre des entreprises sino-russes a même relancé la construction d'une centrale thermique et d'une nouvelle mine de charbon dans le nord-est du pays. Résultat, le pays est sous le coup de sanctions pour sa politique énergétique jugée contraire aux objectifs de Bruxelles. Selon David Moran, ambassadeur régional de la COP26 en visite à Sarajevo fin septembre, « la Bosnie-Herzégovine doit rapidement intensifier ses efforts car elle est particulièrement vulnérable face au réchauffement climatique en raison de sa situation géographique, de l'importance de l'agriculture pour son économie et des problèmes de gestion de l'eau et des forêts ». Selon les données de l'Institut fédéral météorologique, l'été 2021 figure dans le top 5 des plus chauds de l'histoire du pays.

Selon l'agence nationale des statistiques, la Bosnie-Herzégovine a investi l'an dernier 82,3 millions d'euros pour la protection du climat, avec en tête la qualité de l'air, l'assainissement des rivières et la gestion des déchets. Un montant qui ne représente que 0,5% de son PIB contre 2% pour les pays de l'UE.

Bulgarie : les oligarques et les déchets

La Bulgarie s'est elle aussi engagée à mettre en œuvre l'accord de Paris de 2015, visant à limiter le réchauffement climatique ces prochaines années. Pour cela, Sofia doit notamment fermer, dans le cadre du « Pacte vert européen », un certain nombre de centrales thermiques à charbon, source chronique d'une pollution de l'air dont souffrent de nombreux habitants du pays. « La question climatique existe uniquement sous son aspect social dans le débat public », regrette Sacha Bezoukhanova, fondatrice de la plateforme Move.bg. « Quand les centrales thermiques vont-elles fermer ? Que vont devenir leurs employés ?... Or, le débat nous concerne tous. »

Pour la militante environnementale, la Bulgarie manque actuellement de « volonté politique » d'aller de l'avant et préfère regarder « en observatrice » les transformations énergétiques en cours dans les grands pays européens. La question des centrales à charbon, notamment les [immenses complexes Maritza Iztok et de Bobov Dol](#), reste néanmoins urgente à cause de la pollution atmosphérique qu'elles causent. Tombées aux mains d'oligarques peu scrupuleux, ces deux complexes brûlent aussi des déchets ménagers, y compris en provenance des pays riches de l'UE. « Il est urgent de rejeter ces modèles oligarchiques en œuvre dans le domaine de l'énergie, où les industries polluantes non seulement exploitent les gens, mais les enferment aussi dans le cercle vicieux de l'exploitation économique et d'une dépendance quasi féodale », dénonce Dessislava Mikova, à la tête du programme Climat et énergie de Greenpeace Bulgarie.

Grèce : petits pas vers les énergies renouvelables

Avec neuf autres pays du sud de l'Europe, la Grèce s'est engagée de nouveau en septembre à « fermement » mettre en œuvre l'Accord de Paris de 2015, visant à limiter à 1,5°C le réchauffement maximal des prochaines années. Les dirigeants réunis à Athènes ont aussi promis de renforcer leur collaboration transfrontalière pour la protection de la biodiversité et d'augmenter les investissements permettant une meilleure gestion des forêts en Méditerranée, dévastées par [d'importants incendies cet été](#).

Le gouvernement grec a aussi assuré que sur les 31 milliards d'euros attribués à la Grèce dans le cadre du plan européen de relance après la crise du Covid-19, quelque 38% seraient consacrés à la lutte contre

le réchauffement climatique. L'objectif est de passer d'environ 30% de l'électricité produite actuellement grâce aux énergies renouvelables à 67% d'ici à 2030. Surtout, pour la Grèce, le grand défi est de se défaire d'ici à 2028 de la production d'électricité par la combustion de lignite, une forme appauvrie du charbon très polluante. Il y a déjà eu des progrès, et la part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité augmente : il y a dix ans, deux fois plus d'électricité était produite grâce au lignite en Grèce. Entre 2005 et 2018, les émissions de CO₂ ont également baissé de 33%. Les experts soulignent aussi l'impact de la crise économique qui a eu pour effet la réduction du trafic automobile dans les grandes villes.

Monténégro : -35% de gaz à effets de serre d'ici 2030

En tant que pays candidat à l'intégration européenne, le Monténégro devait s'aligner sur la nouvelle obligation de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. La directrice exécutive de l'ONG Green Home, Nataša Kovačević, souligne qu'il est urgent de mettre fin à la dépendance des combustibles fossiles et de commencer à planifier une transition énergétique juste, à même de créer des emplois verts et d'assurer un environnement plus sain.

Pour cela, il faut déterminer les exigences technologiques et évaluer les besoins financiers et le renforcement des capacités de prévention des effets néfastes du changement climatique. Ces objectifs font partie du projet « Montenegro to meet the COP26 Climate Summit », soutenu par l'ambassade britannique à Podgorica.

Lors du sommet sur le changement climatique, organisé par le président américain Joe Biden le 21 avril 2021 en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26), la représentante du Monténégro, Jovana Žarić, directrice générale par intérim pour l'intégration européenne, la coopération internationale et le changement climatique, a souligné que le Monténégro restait déterminé à gérer ses potentiels de développement de manière durable. Le pays est l'un des plus petits États membres de la Convention-cadre des Nations Unies, ces émissions nationales de gaz à effet de serre ne représentent que 0,009% des émissions mondiales totales. Jovana Žarić a ajouté que le Monténégro se fixait l'objectif d'une réduction de 35% de ses émissions de gaz à effets de serre d'ici 2030 par rapport à 1990, soit une réduction de 2117 kilotonnes.

Selon Danilo Mrdak, secrétaire d'État au ministère de l'Écologie, en signant la déclaration de Sofia sur l'agenda vert pour les Balkans occidentaux, le Monténégro s'est engagé à un certain nombre d'actions concrètes, notamment l'introduction d'une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et des modèles de marché pour encourager les sources d'énergie renouvelables. En décembre 2019, la Commission européenne a adopté un Plan vert visant à produire zéro émission de dioxyde de carbone d'ici 2050, qui inclut tous les pays de la région des Balkans, tandis qu'en septembre 2020, elle a présenté un plan visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

Fin septembre 2021, le président Milo Đukanović a reçu l'ambassadeur régional du Royaume-Uni David Moran, chargé de promouvoir la COP26. Il a souligné l'engagement du Monténégro pour le développement durable en vue d'atteindre les objectifs annoncés lors du sommet en ligne de l'année dernière sur l'augmentation de l'ambition climatique du Monténégro de réduction de 35% par rapport à 1990. Il a réitéré l'engagement du Monténégro à aller de l'avant en termes d'ambition climatique et de contribution à l'objectif commun - zéro émission d'ici 2050.

Roumanie : pas de vision stratégique

« Lors de la Cop26 de Glasgow, la Roumanie renouvellera ses engagements envers les objectifs mondiaux », a promis Barna Tanczos, ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts. « Nous travaillerons à la mise à jour de la stratégie nationale pour la décennie ainsi qu'à l'élaboration de la stratégie nationale à long terme. Nous restons engagés dans la lutte contre le changement climatique. »

Dans un [rapport](#) de l'Indice de performance climatique (CCPI [1]), en 2021 la Roumanie se classe 30e

rang (sur 57 pays étudiés), en baisse de six places par rapport à 2020. À l'heure actuelle, [23% de l'énergie produite en Roumanie](#) provient des hydrocarbures (gaz et pétrole), 22% du charbon, 22% de l'hydroélectrique, 21% du nucléaire et 12% du photovoltaïque, de l'éolien et de la biomasse.

Pour la climatologue Roxana Bojariu, l'objectif d'atteindre la neutralité climatique [2] d'ici à 2050 est réalisable, mais est freiné par plusieurs problèmes : les inconsistances législatives, le manque d'initiatives des pouvoirs publics et le sous-financement chronique de la recherche. « Les politiques publiques roumaines 'héritent' de la base scientifique des documents européens, mais il y a aussi un besoin d'études et de justifications scientifiques propres à la Roumanie », rappelle Roxana Bojariu.

« Il manque une véritable réflexion proactive de la part des autorités », estime Laura Nazare, de [Bankwatch Romania](#), qui surveille l'impact des projets publics et privés sur l'environnement. Selon l'ONG, l'objectif de 55% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 n'a pas encore été mis à jour. « Nous sommes toujours sur l'ancien objectif de 43%, et le ministère de l'Énergie a confirmé que la mise à jour n'aura lieu qu'en 2023 », explique-t-elle. Il y a aussi actuellement une série d'investissements basés sur les énergies fossiles, comme le [plan de restructuration du Complexe énergétique d'Olténie](#) ou le projet d'extraction du gaz en mer Noire (40 à 80 milliards de mètres cubes), autant de projets qui vont à l'encontre des objectifs de 2030 et de 2050.

Serbie : Vučić contre le « jihad du pacte vert »

En 2015, à la veille de la conférence de Paris sur les changements climatiques, Belgrade comptait parmi les dix meilleurs élèves. En effet, dans le cadre de la préparation de la COP21, la Serbie avait été le premier pays des Balkans à soumettre sa contribution, traduisant son intention de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 9,8 % à l'horizon 2030. « Mais quasiment rien de concret n'a été fait depuis », déplore Danijela Božanić, experte en changements climatiques, qui a démissionné du ministère de la Protection de l'environnement en 2018. « Certes, une Loi sur les changements climatiques a bien été adoptée en mars dernier, après des années de débats, mais elle n'est pas harmonisée avec les plans d'actions adoptés suite aux Accords de Paris, ni avec la législation européenne ou l'Agenda vert pour les Balkans, adopté à Sofia en 2020, prévoyant une neutralité carbone à l'horizon 2050. » D'ailleurs, la Stratégie Nationale Bas-Carbone présentée en 2018 n'a toujours pas été adoptée, ni celle du développement énergétique.

Conscient que l'UE s'impatiente, le ministère de l'Énergie et des mines a préparé une série de lois, notamment sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ainsi qu'un Plan d'action national pour l'énergie et le climat. « Mais les progrès ne peuvent être que limités, non seulement car il n'y a pas de décrets d'application, mais surtout parce qu'il manque une vision politique globale. Par exemple, aucune mention n'est faite du climat dans les politiques d'urbanisme », regrette Ognjan Pantić, de l'ONG Koalicija 27.

En attendant une réelle prise de conscience, l'électricité continue à être produite à 97 % par l'entreprise publique Elektroprivreda Srbije (EPS), dont 74 % par des centrales thermiques au charbon de basse qualité, la lignite. En 2020, ces centrales ont émis plus de 330 000 tonnes de SO₂, soit six fois plus que la limite autorisée. Cet hiver, les grandes villes du pays étoufferont sans doute à nouveau [sous une couche de smog irrespirable](#). Et la Serbie gardera sa triste première place au palmarès européen du nombre de décès par habitant causées par la pollution. Selon l'OMS, le coût santé de cette pollution atmosphérique équivaldrait au tiers du PNB.

Malgré cela, le président Aleksandar Vučić a récemment réitéré son soutien au charbon. « Nous devons augmenter la part des renouvelables, mais la situation actuelle [avec la flambée des prix dans le secteur de l'énergie NDLR] démontre que notre décision de ne pas fermer les mines de Kolubara ou Kostolac était pertinente », s'est-il ainsi félicité la semaine dernière, tout en pestant contre le « djihad du pacte vert », en référence aux mobilisations écologistes de plus en plus fortes.

On peut se demander si la Serbie ne s'est pas précipitamment mise à écrire des lois cette année pour

cocher les cases et être ainsi candidate à demander une partie des 9 milliards d'euros d'investissements directs que prévoit l'agenda vert pour les Balkans occidentaux

Notes

[1] Indice développé par Germanwatch, NewClimate Institute et Climate Action Network.

[2] La neutralité climatique vise à équilibrer les rejets anthropiques de gaz à effet de serre et leur élimination par les puits.